

# **ONGs - Groupe de Soutien de Genève pour la Protection et la Promotion des Droits Humains au Sahara occidental**

## **Lettre ouverte au Président de l'Assemblée générale de l'ONU**

**S.E. M. Tijjani Muhammad-Bande**

Excellence,

Les 210 organisations signataires expriment leur profonde inquiétude quant à la nomination du Représentant Permanent du Royaume du Maroc auprès des Nations unies, M. Omar Hilale, comme l'un des deux co-facilitateurs du processus de " Renforcement et amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme ".

Malgré tous les efforts législatifs et de communication déployés par ses autorités, le Royaume du Maroc reste un lieu où les libertés et les droits fondamentaux sont constamment violés, y compris la liberté d'expression et la liberté de réunion pacifique, et compte donc parmi les pays ayant les plus mauvais résultats au monde en matière de droits de l'homme.

De plus, depuis 1975 le Royaume du Maroc occupe illégalement et militairement le Territoire non-autonome du Sahara occidental et viole systématiquement le droit international humanitaire, ainsi que tous les droits fondamentaux du peuple sahraoui, y compris sa souveraineté sur les ressources naturelles et son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance consacré par la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations unies.

Ces dernières années, le Comité des droits de l'homme et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels ont exprimé leurs préoccupations quant à l'incapacité à trouver une solution à la question du droit à l'autodétermination du Territoire non autonome du Sahara occidental et à l'exploitation illégale des ressources naturelles du Territoire.

Considérant la communication présentée par Ennaâma Asfari (un des leaders de la manifestation de masse de 2010 à Gdeim Izik), condamné à 30 ans de prison sans aucun élément matériel de preuve, le Comité contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a jugé que le Royaume du Maroc a violé les articles 1 et 12 à 16 de la Convention. Dans une lettre datée du 9 février 2017, le Royaume du Maroc a vigoureusement rejeté cette décision.

Dans le passé, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a estimé que "la torture et les mauvais traitements ont été utilisés pour extorquer des aveux et que les manifestants ont été soumis à un usage excessif de la force par les forces de l'ordre marocaines". Il a également constaté que "la force excessive a été utilisée lors des manifestations pour l'indépendance du Sahara occidental, y compris des enlèvements et des abandons dans le désert, afin d'intimider les prétendus manifestants".

Ces dernières années, en examinant différentes plaintes déposées par des défenseurs sahraouis des droits de l'homme ou des journalistes, le Groupe de travail sur la détention arbitraire (GTDA) a souligné à plusieurs reprises les violations de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques par les autorités marocaines. Le Royaume du Maroc rejette systématiquement ces conclusions.

Dans son avis le plus récent (n° 67/2019), publié le 31 mars dernier, examinant la communication soumise par un groupe de 14 étudiants, le GTDA a estimé que la détention du groupe d'étudiants était et reste arbitraire, en violation des articles 9, 10, 19, 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et des articles 1, 2, 3, 7, 9, 14, 18, 19, 26 et 27 de la Convention internationale sur les droits civils et politiques.

En outre, les membres du ONG - Groupe de soutien de Genève pour la protection et la promotion des droits de l'homme au Sahara occidental expriment leur plus profonde inquiétude de voir l'ONU confier la tâche de co-facilitateur à un diplomate qui a été personnellement largement accusé d'avoir utilisé des actes de corruption et d'espionnage contre le personnel de l'ONU alors qu'il était Représentant permanent du Royaume du Maroc à Genève.

Il convient de rappeler ici qu'à l'époque où Mme Navy Pillay était Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Hilale a été accusé, sur la base de divers documents officiels divulgués par un lanceur d'alerte marocain (<http://www.arso.org/ColemanPaper.htm>), de corrompre certains officiers de haut rang des Nations Unies, principalement le Suédois Anders Kompass et le Sénégalais Bacre Waly Ndiaye, en plus d'utiliser le Pakistanais Athar Sultan Khan, comme source d'information dans le bureau de M. Antonio Guterres, alors Haut Commissaire du HCR.

Selon ces documents officiels, M. Hilale utilisait ces trois fonctionnaires de l'ONU pour servir les intérêts de son pays, manipulant les mécanismes de l'ONU et compromettant les efforts déployés à l'époque par l'Envoyé Personnel du Secrétaire général de l'ONU, S.E. M. Christopher Ross. Une telle action avait en effet sapé des années d'efforts de l'ONU pour trouver une solution au processus de décolonisation du Sahara Occidental.

Les membres du ONG - Groupe de soutien de Genève pour la protection et la promotion des droits de l'homme au Sahara occidental soulignent que la réputation et la neutralité de l'ONU sont déjà gravement mises à mal au Sahara occidental, où sa Mission est un témoin impuissant des graves violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme commises par l'occupant marocain.

Les membres du ONG - Groupe de soutien de Genève pour la protection et la promotion des droits de l'homme au Sahara occidental saisissent cette occasion pour réitérer leur appel aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU et en particulier à la France (la mère patrie des droits de l'homme) pour qu'ils incluent un chapitre sur les droits de l'homme dans le mandat de la MINURSO et permettent sincèrement à la Mission d'accomplir son mandat fondamental, qui devait être mis en œuvre dès 1992 : l'organisation et la supervision d'un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.

Bir Lehlu / Genève, 16 avril 2020

c.c. : M. A. Guterres, Secrétaire général de l'ONU  
Mme M. Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme  
Mr. F. Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés

SIGNATARIOS (ONGs con estatuto ECOSOC de la ONU)

Acción Solidaria Aragonesa (ASA), African Law Foundation (AFRILAW), Agrupación Chilena de Ex Presos políticos, **American Association of Jurists (AAJ)**, Amigos por un Sahara Libre, Arabako SEAD en Lagunen Elkartea, Asociación de Amigos y Amigas de la R.A.S.D. de Álava, Amal Nanclares, Asociación Amal Centro Andalucía, ARCI Città Visibili, A.R.S.P.S. - Rio de Or, Asociación Amigos del Pueblo Saharaui del Campo de Gibraltar (FANDAS), Asociación Amigos del Pueblo Saharaui de Toledo, Asociación de Amistad con el Pueblo Saharaui de Albacete, Asociación ARDI HURRA, Asociación Asturiana de Solidaridad con el Pueblo Saharaui, Asociación Canaria de Amistad con el Pueblo Saharaui (ACAPS), Asociación Chilena de Amistad con la República Árabe Saharaui Democrática, Asociación de la Comunidad Saharaui en Argon (ACSA), Asociación Cultural Peruano Saharaui, Asociación de Discapacitados Saharaui, Asociación Ecuatoriana de Amistad con el Pueblo Saharaui (AEAPS), **Asociación Española para el Derecho Internacional de los Derechos Humanos (AEDIDH)**, Asociación de Familiares de Presos y Desaparecidos Saharaui (AFAPREDESA), Asociación Hijas de Sagua y el Rio, Asociación por la Justicia y los Derechos Humanos, Asociación de Médicos Saharaui en España, Asociación Mexicana de Amistad con la República Árabe Saharaui A.C. (AMARAS), Asociación Navarra de Amigos y Amigas de la R.A.S.D. (ANARASD), Asociación Navarra de Amigos y Amigas del Sahara (ANAS), Asociación Panameña Solidaria con la Causa saharai (APASOCASA), Asociación Pro Derechos Humanos de España (APDHE), Asociación Profesional de Abogados Saharaui en España (APRASE), Asociación por la Protección de los Presos Saharaui en las Cárceles Marroquí, Asociación Riojana de Amigos de la R.A.S.D., Asociación Saharaui de Control de los Recursos naturales y la Protección del Medio Ambiente, Asociación Saharaui para la Protección y Difusión del Patrimonio cultural Saharaui, Asociación Saharaui contra la Tortura, Asociación de Saharaui en Alicante, Asociación de Saharaui en Ávila, Asociación de Saharaui en Bal, Asociación de Saharaui en Fuerteventura, Asociación de Saharaui en Jerez de la Frontera, Asociación de Saharaui en Lebrija, Asociación de Saharaui en Navarra, Asociación de Saharaui en Tenerife, Asociación de Saharaui en Valdepeñas, Asociación Um Draiga de Zaragoza, Asociación Venezolana de Solidaridad con el Sáhara (ASOVESSA), Asociación de Víctimas de Minas (ASAVIM), Asociación de Zamur Valencia, Associação Amigos e Solidaridade ao Povo Saharaui (ASAHARA), Associació d'Amics del Poble Sahrauí de les Illes Balears, Association des Amis de la RASD (France), Association de la Communauté Sahraouie en France, Association Culture Sahara, Association culturelle Franco-Sahraouie, Association des Femmes Sahraouies en France, Association of Humanitarian Lawyers, **Association Mauritanienne pour la Promotion du Droit, Association Mauritanienne pour la Transparence et le Développement – ATED**, Association for the Monitoring of Resources and for the Protection of the Environment in Western Sahara (AMRPENWS), **Association Nationale des Echanges entre Jeunes (ANEJ)**, Association pour un Référendum libre et régulier au Sahara occidental (ARSO), Association Sahraouie des Victimes des Violations Graves des Droits de l'Homme Commises par l'Etat Marocain (ASVDH), Association des Sahraouis de Bordeaux, Association de la vie maghrébine pour la solidarité et le développement (AVMSD), Associazione bambini senza confini, Associazione Jaima Sahrawi per una soluzione giusta e non violenta nel Sahara Occ., Associazione Nazionale di Solidarietà con il Popolo Saharaui, Australia Western Sahara Association, Bentili Media Center, Bureau International pour le Respect des Droits Humains au Sahara occidental (BIRDHSO), Campaña Saharaui para la sensibilización sobre el peligro de Minas (SCBL), Cantabria por el Sáhara, Central Unitaria de Trabajadores de Chile, Centro Brasileiro de Solidaridad con los Pueblos y Lucha por la Paz, CEBRAPAZ, Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J." (CSMM), Centro Saharaui por la Salvaguardia de la Memoria, Colectivo Saharaui de Defensores de Derechos Humanos (CODESA), Colectivo Saharaui en Estepona, Colectivo Saharaui en Gipuzkoa, Colectivo Saharaui en Jaén, Colectivo Saharaui en Lanzarote, Comisión Ecuatoria de Derechos Humanos de Ecuador (CEDHU), Comisión General Justicia y Paz, Comisión Media Independientes, Comisión

Nacional de los Derechos Humanos de la República Dominicana (CNDH-RD), Comisión Nacional Saharaui por los Derechos Humanos (CONASADH), Comité d'Action et de Réflexion pour l'Avenir du Sahara Occidental, Comité de Apoyo por el Plano de Paz y la Protección de los Recursos Naturales en el Sáhara Occidental, Comité Belge de soutien au Peuple Sahraoui, Comité de Defensa del Derecho de Autodeterminación (CODAPSO), Comité de Familiares de los 15 Jóvenes Secuestrados, Comité de Familiares de Mártires y Desaparecidos, Comité de Familiares de los Presos Políticos Saharaui, Comité de Jumelage et d'Echange Internationaux / Gonfreville l'Orcher, Comité de Protección de los Defensores Saharaui – Freedom Sun, Comité de Protección de los Recursos Naturales, Comité Saharaui de Defensa de Derechos Humanos (Glaimim), Comité Saharaui de Defensa de Derechos Humanos (Smara), Comité Saharaui de Defensa de Derechos Humanos (Zag), Comité Saharaui por el Monitoreo de los Derechos Humanos (Assa), Comité de Solidaridad Oscar Romero, Comité Suisse de soutien au Peuple Sahraoui, Comité de Víctimas de Agdaz y Magouna, Comunidad Saharaui en Aragón, Comunidad Saharaui en Castilla y León, Comunidad Saharaui en Castilla la Mancha, Comunidad Saharaui en Catalunya, Comunidad Saharaui en Grenada, Comunidad Saharaui en Las Palmas, Comunidad Saharaui en Murcia, Coordinadora Estatal de Asociaciones Solidarias con el Sáhara (CEAS – Sáhara), Coordinadora de Gdeim Izik para un Movimiento Pacífico, Coordinadora de los Graduados Saharaui Desempleados, Coordinadora d'Organizacions No-Governamentals de Cooperació al Desenvolupament (CONGDIB), Coordinadora de las ONGs en Aaiún, Coordinadora Saharaui de Derechos Humanos de Tantan, DISABI Bizkaia, Emmaus Åland, Emmaus Stockholm, Equipe Média, Federació ACAPS de Catalunya, Federació d'Associacions de Solidaritat amb el Poble Sahrauí del País Valencià, Federación Andaluza de Asociaciones Solidarias con el Sahara (FANDAS), Federación de Asociaciones de Amigos del Pueblo Saharaui de Extremadura (FEDESAEX), Federación de la Comunidad de Madrid de Asociaciones Solidarias con el Sahara (FEMAS Sahara), Federación Estatal de Instituciones Solidarias con el Pueblo Saharaui (FEDISSAH), Fondation Frantz Fanon, Forum Futuro de la Mujer Saharaui, Freiheit für die Westsahara e.V., Fundación Constituyente XXI, Fundación Mundubat, Fundación Sahara Libre-Venezuela, Fundación Sahara occidental, **Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social (Fundalatin)**, Giuristi Democratici, Global Aktion - People & Planet before profit, Groupe Non Violence Active (NOVA SAHARA OCCIDENTAL), Grupo por la renuncia de la Nacionalidad Marroquí, **Habitat International Coalition**, Housing and Land Rights Network, Ibsar Al Khair Association for the Disabled in Western Sahara, **Indian Council of South America (CISA)**, **International Association of Democratic Lawyers (IADL)**, **International Educational Development, Inc.**, **International Fellowship of Reconciliation (IFOR)**, **Liberation**, Liga de Defensa de los Presos Políticos Saharaui, Liga de Deportistas Saharaui en España, Liga de Estudiantes Saharaui en España, Liga de Mujeres Saharaui en España, Liga Nacional dos Direitos Humanos, Liga de Periodistas Saharaui en España, Liga Saharaui de defensa de Derechos Humanos y Protección de RW-Bojador, Ligue des Jeunes et des Etudiants Sahraouis en France, Ligue pour la Protection des Prisonniers Sahraouis dans les prisons marocaines (LPPS), **Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)**, National Television Team, Nigerian Movement for the Liberation of Western Sahara, Norwegian Support Committee for Western Sahara, Observatoire des Médias Sahraouis pour documenter les violations des droits de l'homme, Observatorio Aragonés para el Sáhara Occidental, Observatorio Asturiano de Derechos Humanos para el Sáhara Occidental (OAPSO), Observatorio Saharaui por el Niño y la Mujer, Observatorio Saharaui de Protección del Niño, Observatorio Saharaui de Recursos Naturales, 1514 Oltre il muro, Organización Contra la Tortura en Dakhla, Organización Saharaui por la Defensa de las libertades y la dignidad, Pallasos en Rebeldía y Festiclown, **Paz y Cooperación**, Plataforma de Organizaciones Chile Mejor Sin TLC, Por un Sahara Libre, **Right Livelihood Foundation**, Sahara Euskadi Vitoria, Sahara Gasteiz Vitoria, Saharawi Advocacy Campaign, Saharawi Association for Persons with Disabilities in Western Sahara, Saharawi Association in the USA (SAUSA), Saharawi Campaign against the Plunder (SCAP), Saharawi Center for Media and Communication, Saharawi Media Team, Saharawi Voice,

Sandblast Arts, Schweizerische Unterstützungskomitee für die Sahraouis, Sindicato Español Comisiones Obreas (CCOO), Solidariedade Galega col Pobo Saharai (SOGAPS), Stichting Zelfbeschikking West-Sahara, Tayuch Amurio, Tawasol Lludio, The Icelandic Western Sahara Association, The Swedish Western Sahara Committee, TIRIS - Associazione di Solidarietà con il Popolo Saharawi, Unión de Asociaciones Solidarias con el Sáhara de Castilla y León, Union des Ingénieurs Sahraouis, Unión de Juristas Saharais (UJS), Unión Nacional de Abogados Saharais, Unión Nacional de Estudiantes de Saguia El Hamra y Rio de Oro (UESARIO), Unión Nacional de la Juventud de Saguia El Hamra y Rio de Oro (UJSARIO), Unión Nacional de Mujeres Saharais (UNMS), Unión Nacional de Trabajadores de Saguia El Hamra y Rio de Oro (UGTSARIO), Unión de Periodistas y Escritores Saharais (UPES), US Western Sahara Foundation, VZW de Vereniging van de Sahrawi Gemeenschap in Belgie, Werken Rojo - Medio de comunicación digital, Western Sahara Resource Watch España (WSRW España), Western Sahara Times, **World Barua Organization (WBO), World Peace Council.**

\*\*\*\*\*